
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 24/2 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.2.60881

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

sion qu'il fit de «L'Esprit des lois» dans les »Göttingischen Zeitungen von Gelehrten Sachen« de 1749. Et dans les trois romans historiques qu'il composa dans les dernières années de sa vie, »Usong«, »Alfred« et »Fabius und Cato«, Haller précisa ses options de libéral conservateur, hostile à Jean-Jacques Rousseau et à ses idées de souveraineté du peuple. A la rationalité et à l'argumentation du droit naturel de Justi, Haller juxtaposa une argumentation empirique et historique. Bref, Uwe Wilhelm, contrairement à des historiens comme Rudolf Vierhaus ou Frank Herdmann, réaffirme le très fort impact des idées de Montesquieu, en particulier la séparation des pouvoirs.

Une place à part doit être faite à Jakob Mauvillon, fils d'un pasteur huguenot, ami du jeune Mirabeau, physiocrate, traducteur en allemand de l'abbé Raynal. Son excellente connaissance des révolutions anglaises du XVII^e siècle et des mouvements sociaux des *levellers* et des *diggers*, son admiration pour la constitution britannique ne l'empêchèrent pas d'être très critique sur les inégalités du mode de représentation des comtés et des bourgs, à la suite de John Wilkes, et sur l'insuffisante distinction entre pouvoir constituant et pouvoir constitué; il fut partisan d'une démocratisation de la représentation et proposa toute une série de calculs pour améliorer celle-ci. Ajoutons que Mauvillon se montra un partisan déterminé de la révolution américaine. A la veille de la Révolution française, l'université de Mayence devint un pôle de libéralisme, illustré par deux de ses professeurs, Johann Friedrich von Pfeiffer et Niklas Vogt. Le premier, très bon connaisseur de James Steuart, Véri, Sonnenfels, Adam Smith, des physiocrates, de Necker, Bielefeld, Seckendorff, de l'empirisme anglais et de la philosophie morale écossaise, publia en 1778-1779 une grande synthèse intitulée »Grundriß der wahren und falschen Staatskunst«, dont la moitié était consacrée à la constitution du vieux *Reich* et aux réformes à y apporter; Pfeiffer envisageait un remodelage territorial autour de la Prusse et de l'Autriche et la suppression des principautés ecclésiastiques. Vogt, qui fut le professeur de Metternich, fit paraître de 1787 à 1792 son œuvre majeure, »Ueber die Europäische Republik«, vision très germano-centrique de l'histoire du continent, où les antiques libertés germaniques étaient proposées comme sauvegarde, alors que les Habsbourg ou les Bourbons (Louis XIV) avaient porté des coups fatals à ces racines de libéralisme. Ceci ne l'empêchait pas de critiquer la constitution de l'Empire et son régime social, en particulier le système des majorats et des fidéicommissaires.

Il a donc bien existé dans l'Allemagne d'avant 1789 une pensée libérale et progressiste, souvent liée à la critique de l'absolutisme, pour laquelle il convient encore de souligner l'importance du tournant de 1750, lié à Montesquieu. Ce libéralisme, en effet, est difficilement pensable sans la référence aux pays occidentaux, où, certes, le mouvement fut plus vigoureux et plus précoce. Les penseurs passés en revue sont majoritairement originaires de l'Allemagne du Nord et du Centre, l'Allemagne protestante, alors que quelques années plus tard, l'épicentre du libéralisme et du constitutionnalisme fut l'Allemagne du sud-ouest. Le mouvement est relativement indépendant de l'*Aufklärung*; quant à Révolution française, elle n'eut pas un rôle d'accoucheur, si elle contribua indéniablement à renforcer ce courant qu'il ne faut donc pas négliger. Ainsi l'histoire de la pensée politique allemande est-elle par cet ouvrage, reconnectée et synchronisée avec celle de l'Europe occidentale, en même temps que les évolutions du XIX^e siècle trouvent au siècle précédent prémices et prémisses.

Claude MICHAUD, Paris

Andreas WÜRGLER, *Unruhen und Öffentlichkeit. Städtische und ländliche Protestbewegungen im 18. Jahrhundert*, Epfendorf/Neckar (bibliotheca academica) 1995, 393 S. (Frühneuzeit-Forschungen, 1).

Lorsque, le 3 mai 1781, trois à quatre mille paysans en armes se pressent devant les portes de Fribourg en Suisse, qui ne compte alors que 5000 à 6000 habitants, on se croirait en présence d'une révolte populaire traditionnelle, de nature antiseigneuriale ou antifiscale,

relevant d'une longue tradition insurrectionnelle et soudainement réactualisée par la prise de conscience de la conjoncture du moment. C'est sur cette image pittoresque, qui tranche avec l'apparence austère de la couverture, que s'ouvre le livre d'Andreas Würgler dont les travaux revendiquent leur filiation avec ceux, bien connus, de Peter Blickle.

Or la durée du soulèvement qui agite le canton de Fribourg pendant près de cinq ans (1780–1784) et la nature des revendications dépassent le cadre de simples »conduites de refus«, formes classiques de la résistance paysanne et projettent cette révolte dans un contexte beaucoup plus large: en réclamant leurs »anciens droits« et leur »antique liberté«, les paysans révoltés se situent dans un domaine délibérément politique, inséparable de l'arrière-plan culturel, de facture très bourgeoise, que fournit l'environnement des »Lumières«, qui s'exprime par la presse et les sociétés de lecture du XVIII^e siècle. Plaident en faveur d'une telle interprétation non seulement la constitution d'assemblées organisant des débats publics ou la rédaction de déclarations de droits, mais également la délimitation d'un espace public, face à l'espace privé du prince, et l'affirmation d'une authentique représentativité (*repräsentative Öffentlichkeit*). La définition proposée par l'auteur (p. 21–45) resitue les affrontements, tant urbains que ruraux, dans le contexte de la poussée du libéralisme politique, perceptible dès le début du XVIII^e siècle, face à un Etat, en l'occurrence celui du prince territorial, qui s'enferme dans un absolutisme d'un autre âge (*absolutische Arkanpolitik*): il s'agit donc bien de la mise en cause de la théorie politique elle-même.

La deuxième partie (p. 46–115) illustre cette définition en apportant un matériel documentaire consistant qui couvre l'espace helvético-germanique: l'œuvre réformatrice des bourgeois de Bâle (1691); le conflit autour des »libertés« qui oppose les sujets du comté de Toggenburg à l'abbaye de Saint-Gall (1699–1759); la coalition hétéroclite des habitants de Francfort contre l'oligarchie municipale de la ville (1705–1732); les troubles de l'évêché de Bâle (1705–1740), déjà analysés par Andreas Suter; les tentatives de »rénovation« de la république de Zürich en 1713; la contestation par la paysannerie des droits seigneuriaux exigés par le prince-abbé de Kempten (1721–1732); les plaintes des sujets du comté de Hanau-Lichtenberg, ce dernier étant réduit à la rive droite du Rhin (1725–1755); le projet d'une rénovation de l'Etat de Berne (1749); la révolte des femmes à Fribourg-en-Brigau (1757); enfin l'opposition politique qui, au nom de la Raison, touche Zürich entre 1762 et 1780 ... L'enracinement dans la tradition s'exprime par la filiation, fréquemment invoquée, avec les événements de la guerre des Paysans de 1525. Mais ces soulèvements sont-ils pour autant tous de même nature? La complexité des affaires successivement traitées et le souci de respecter l'ordre chronologique détournent, pour l'instant, l'auteur de toute tentative de typologie que souhaiterait un lecteur peu familiarisé avec le sujet.

Une troisième partie (p. 116–251) nous conduit à quitter la sphère des désordres (*Unruhen*) pour entrer dans l'analyse des revendications, révélées et commentées en particulier par la presse, et qui pourraient se traduire par le terme de »transparence« (*Öffentlichkeit*). On exige, dans une sorte de plateforme commune, la publicité des constitutions et l'officialisation des décisions politiques, par la liberté de réunion et le droit de vote, le droit de consentir l'impôt au stade de sa levée (*Konsensprinzip*) et de contrôler son utilisation, la participation à la vie politique, à commencer par l'accès au pouvoir municipal, par l'intermédiaire de l'élection et de la représentation. Le résultat en est l'émergence d'une véritable »opinion publique« (*öffentliche Meinung*). Dans ce bouillonnement d'idées, tous les moyens relevant d'une démonstration politique venue du bas (*von unten*) sont bons pour obtenir satisfaction: tandis que les sociétés assurent la base de la culture politique, la critique s'exprime par des libelles, des pamphlets et des placards.

Les cas particuliers étant nombreux, Andreas Würgler éprouve bien des difficultés à établir une systématisation et une modélisation (*bürgerliches Modell*): continuité ou rupture? réforme ou révolution? phénomène urbain ou rural? forte centralisation ou décentralisation relative du pouvoir officiel? Les paramètres sont nombreux pour qui cherche à faire une

étude comparative de ces mouvements de protestation. Tel est l'objet d'une quatrième partie (p. 252–293) que vient couronner une cinquième (p. 294–328) concluant à un héritage culturel et replaçant l'étude dans la »longue durée« du XVI^e siècle au XX^e siècle. Les désordres, qualifiés au XVIII^e siècle par les archives de la répression de »révolte«, »rébellion«, »félonie« ou »crime de lèse-majesté« renouent avec une lutte permanente pour la défense des droits »acquis« et l'affirmation des droits »conquis«. C'est la »continuité démocratique«, que le XVIII^e siècle finissant porte à son apogée, qui constitue le fil conducteur de l'ouvrage.

Muni d'un index (p. 381–393), étayé par des sources précises et une impressionnante bibliographie (p. 335–378), cet ouvrage, bien structuré par ailleurs, fera date dans l'historiographie de l'époque moderne par le regard nouveau qu'il porte sur les mouvements populaires: plus de dix ans après le colloque de Paris qui, sous la houlette de Jean Nicolas, a confronté les résultats d'une soixantaine d'historiens, d'ethnologues et de sociologues, tant français, allemands qu'italiens et espagnols, il contribue à réconcilier la violence populaire avec le mouvement des idées. Et ce n'est pas là le moindre de ses mérites.

Jean-Michel BOEHLER, Strasbourg

Ulrike GLEIXNER, »Das Mensch« und »der Kerl«. Die Konstruktion von Geschlecht in Unzuchtsverfahren der Frühen Neuzeit (1700–1760), Frankfurt/New York (Campus) 1994, 275 S.

Gerichtsquellen aller Art, insbesondere aber solche, die einen Einblick in »alltagsgeschichtliche« Zusammenhänge erwarten lassen, erfreuen sich in den letzten Jahren zunehmender Beliebtheit. Auch Ulrike Gleixner wählte Gerichtsakten aus sog. »Unzuchtsverfahren« des frühen 18. Jahrhunderts aus der preussischen Altmark, um etwas über das Zusammenleben von Männern und Frauen auf dem Dorf in der Frühen Neuzeit zu erfahren. Wie sie einleitend schreibt, wurde ihr aber schon rasch klar, daß die dort festgehaltenen »Aussagen« der Dörflerinnen und Dörfler zumindest nicht unmittelbar über deren Befindlichkeiten und Handlungen Aufschluß geben. Der komplizierte Prozeß von Voruntersuchung, Verhör, Verschriftlichung, Urteilsfindung und schließlich Tradierung macht ein methodisch reflektiertes »Entschlüsseln« der Zeugenaussagen notwendig. In Anlehnung an neuere mentalitätsgeschichtlich und ethnologisch inspirierte Arbeiten – etwa von N. Z. Davis, Lyndal Roper, D. Sabeau und vor allem M. Foucaults »Wille zum Wissen« – versuchte sie infolgedessen, die Quellen auf verschiedenen Ebenen des gerichtlichen Verfahrens bzw. des Konstruktionsprozesses zu »lesen« und damit zu »dekonstruieren«. Diese methodischen Vorüberlegungen sind im 1. Kapitel knapp, aber gut verständlich und überzeugend dargelegt.

Daran anschließend wird der hier interessierende zeitliche, institutionelle und sozioökonomische Rahmen, in dem »Unzucht« auftrat, sanktioniert oder doch zumindest kontrolliert wurde, die altmärkische ländliche Gesellschaft in der 1. Hälfte des 18. Jahrhunderts, sowie die gesetzliche Lage in Preußen, die Gerichtspraxis und die daran beteiligten Personen knapp umrissen.

Ausgehend von der Frage, wer überhaupt und in welcher Sache »vor den Richter kommt« – hier bezogen auf das Delikt der »Unzucht«, das in der Regel bei unehelicher Schwanger- bzw. Mutterschaft zum Tragen kam –, zeigt sie im nun folgenden Hauptteil die gerichtliche Untersuchung und ihren geschlechtsspezifischen Hintergrund auf: Nicht nur, daß hier wesentlich mehr junge Frauen als Männer überhaupt Rede und Antwort zu stehen hatten (obgleich ja bekanntlich zu diesem Vergehen immer zwei gehörten) – sondern auch die Art und Weise der Befragung folgte einem geschlechtsspezifischen Muster – und führte damit auch zu geschlechtsspezifisch unterschiedlichen Antworten von angeklagten Männern und Frauen, ein Umstand, auf den N. Z. Davis schon in ihrer Studie über Gnadengesu-